

Face à la xénophobie et au populisme, les chrétiens doivent s'émanciper des peurs

8 janvier 2019, intervention de Mgr Duffé sur les migrations et les nationalismes.
Dicastère pour le service du développement humain intégral (*)

Mgr Bruno-Marie Duffé, secrétaire du Dicastère pour le service du développement humain intégral, a donné une conférence au Collège académique Sainte-Catherine-de-Sienne à Pavie (Italie) sur le thème « Migrations mondiales et nouveaux nationalismes. L'Église face à la xénophobie, au populisme et au racisme ».

Dans son discours, Mgr Duffé est parti de l'analyse des différentes « peurs ». Concernant les migrants, il a rappelé que « dans la pensée moderne, tout se passe comme si nous avions oublié que nous étions tous et fondamentalement des “migrants” ». « Les migrations, a-t-il poursuivi, comme expérience humaine essentielle, rappellent aux vivants que leur vie est une recherche de la source. Cette expression doit être entendue, au sens de la source physique et au sens de la source symbolique. » Mgr Duffé a ensuite expliqué que « la rencontre de l'autre, de l'étranger migrant en particulier, interroge et redéfinit nécessairement l'image que nous avons construite de notre devenir et de notre avenir ». Et de poursuivre : « Le défi, au cœur même de l'expérience des migrations contemporaines, apparaît bel et bien celui du “vivre ensemble” sur une terre qui nous est commune mais qui n'appartient finalement à personne ». Abordant les différentes constructions mentales et théoriques de xénophobie, racisme et populisme, il s'est interrogé : « qui est le peuple et que pense le peuple qui est avancé comme la référence des discours populistes ? ». Citant l'Apôtre Saint Paul il précise alors : « Nous découvrons notre humanité en découvrant ce que l'autre nous révèle de notre humanité. Ainsi le “peuple” est-il “en chemin”, grâce à cette hospitalité mutuelle par laquelle nous nous accueillons l'un l'autre ». Il a insisté sur le rôle de l'Église qui « participe au tissage des liens de reconnaissance entre tous les citoyens d'une nation » et rappelle, à partir de l'enseignement du Christ, « que l'étranger est également invité à participer à la vie de la communauté et qu'il bénéficie du même héritage d'espérance ».



Mesdames et messieurs,

Je tiens à remercier les personnes qui ont eu l'initiative de cette rencontre et qui m'ont invité à apporter ma modeste contribution à cette question difficile concernant les migrations actuelles et les interprétations idéologiques et politiques par lesquelles elles sont actuellement considérées, dans un certain nombre de pays européens, en particulier.

J'aimerais partir d'une expérience personnelle que j'ai vécue en France, en 2015 et qui m'a donné à penser. Engagé dans une action d'accueil et d'accompagnement de migrants qui étaient dans la rue, suite à l'évacuation par la police d'un immeuble occupé illégalement et qui avait été déclaré dangereux et insalubre, j'ai trouvé un hébergement provisoire pour deux familles, dans un camping rural. Le maire du village m'a alors convoqué en me disant que l'arrivée de ces deux familles allait « déstabiliser » la commune. Je lui ai alors précisé que ces deux familles étaient composées de 4 adultes et 4 enfants et que la population du village était évaluée à 2 500 personnes. Mais j'ai compris que le verbe « déstabiliser », employé par le maire, devant son Conseil, n'était pas simplement une question de nombre mais une question de solidarité, au premier sens du terme. Je veux dire qu'il ne souhaitait pas que le lien de connaissance et de reconnaissance qui unit les habitants de sa commune s'ouvre à ces deux familles. À ses yeux, le cercle était clos et il n'était pas question de vivre la moindre ouverture. Le débat s'est d'ailleurs cristallisé sur la scolarisation des 4 enfants.

Je précise que la loi française oblige les communes à scolariser tout enfant mineur, quelle que soit la situation sociale des parents. Il y a donc eu un refus explicite de prendre en charge ces enfants, au motif qu'ils allaient peser sur le budget social de la commune. Il est intéressant de savoir que c'est l'association des parents d'élèves de cette commune qui s'est engagée à assumer les frais de cette scolarisation et que le maire, au terme de l'année, a reconnu que « les choses ne s'étaient finalement pas trop mal passées ».

Ce que révèle cet épisode, très simple et sans doute assez habituel, est clair : l'accueil et l'aide aux migrants « déstabilisent », les esprits et les références que nous portons en nous. Ce n'est pas tant les moyens qui nous manquent. Ce qui est touché, en nous, par la présence de ceux qui viennent de loin, qui ne parlent pas la même langue, qui n'ont pas la même religion et qui manquent des choses nécessaires pour survivre, c'est notre représentation de la famille, de la communauté et de l'humanité. Ce sont les points d'appui sur lesquels nous construisons notre sécurité imaginaire, notre maison symbolique, notre confort moral.

Les migrants, par leur présence, nous conduisent à repenser les délimitations que nous avons pris beaucoup de peine à construire, au fil des années, au fil des générations, des guerres et des crises. Ils ne sont pas de notre famille, de notre histoire et nous avons de la peine à entendre leur propre histoire qui nous paraît d'autant plus lointaine qu'elle ne s'exprime pas nécessairement avec les mêmes expériences que les nôtres.

Il s'agit donc de penser, de manière conjointe, l'expérience de la rencontre des migrants et la mémoire communautaire que nous portons en nous-mêmes, de manière plus ou moins consciente. Cette mémoire est habitée par des peurs et par des joies auxquelles, d'une certaine manière, nous tenons, car elles sont les traces d'un passé qui est toujours présent en nous. Et nos peurs expriment la hantise de perdre ce que nous sommes devenus, ce que nous devons à nos parents et ce que nous devons à ceux qui nous sont liés, par le sang et par la langue, par les sentiments et par la culture, cet ensemble de gestes et de manières de vivre par lesquels nous nous reconnaissons.

Les migrations ne sont pourtant pas un phénomène nouveau

On pourrait dire que les migrations sont constitutives de l'histoire humaine, depuis des millénaires, et peut-être même de l'histoire de la vie elle-même. Car il s'agit du mouvement propre des vivants, à la recherche de la terre et de l'eau pour survivre. Il n'est donc pas surprenant que les conflits, comme les alliances aient lieu près des sources, des fleuves et des terres nourricières. Les puits eux-mêmes sont des lieux de guerre et deviennent parfois des lieux de réconciliation. Il est toujours important de rappeler que certains pays, proches de zones désertiques ou fortement liés aux effets cycliques des saisons, ont une vie et un rythme social traversés par les migrations des troupeaux, des bergers, des marchands, parfois même de communautés entières, passant d'un lieu à un autre.

Les migrations contemporaines surprennent les sociétés sédentarisées dont le développement s'est accompli grâce à la concentration urbaine, autour de richesses naturelles :

l'eau, l'agriculture, les mines, les activités de construction et de transformation, les échanges. Elles surprennent ceux dont la vie est devenue stable et dont l'univers mental est construit autour de la sécurité que confère la possibilité de s'installer dans un lieu et la possibilité de penser que la génération suivante pourra y demeurer. Même si la société industrielle est devenue elle-même une société nomade pour les générations qui ont dû assumer les crises liées à un progrès rapide, trop rapide pour rester au même lieu. Aujourd'hui, de nombreuses familles sont devenues, en l'espace de deux générations, des familles « internationales ».

Les migrations, comme expérience humaine essentielle, rappellent aux vivants que leur vie est une recherche de la source. Cette expression doit être entendue, au sens de la source physique et au sens de

la source symbolique. On se souvient à cet égard, que les lieux où les humains ont pu s'installer, même provisoirement, sont devenus des lieux consacrés, par l'activité artistique et religieuse.

Dans la pensée moderne, tout se passe comme si nous avions oublié que nous étions tous et fondamentalement des « migrants ». Les sédentaires, qui se sont construit un univers habités d'objets qui leur tiennent lieu de symboles, voire de divinités, ont oublié qu'ils étaient des migrants. Et cet oubli, qui les fait regarder les migrants comme des êtres « hors de leur monde », a progressivement façonné leur esprit, leur culture, leur affectivité. Ce que nous apprend la résistance à l'accueil des migrants, c'est que l'homme peut perdre la mémoire de son humanité quand il s'installe dans un monde factice, le monde des constructions qu'ils regardent comme si elles étaient éternelles. La crainte à l'égard des migrants est une crainte analogue à celle qui nous rappelle la fragilité de notre condition. Sans doute, les migrants nous renvoient-ils, pour une part, l'image de notre condition mortelle : nous ne faisons que passer... Et seule le partage entre frères et sœurs en humanité peut nous rassurer et nous rendre heureux.

Si donc, la référence première est la migration, la question des migrations globales contemporaines met en lumière à la fois notre relation à l'autre, à la terre, à l'avenir et à nous-mêmes. Ce sont ces questions qui se cachent derrière le refus d'accueillir ceux qui ont dû quitter leurs proches, leur terre et qui ne savent pas ce que sera leur avenir, pas même ce que sera le jour d'après. La question est certes politique et sociale : il s'agit de partager la terre et les biens, dans un contexte où les biens circulent sur un marché planétaire et il s'agit de partager les biens. Mais, plus radicalement, la question est bien la question de l'autre et de la différence.

Les questions que soulèvent les migrations contemporaines

Cela pourra paraître évident et, en même temps paradoxal, mais c'est sans doute la question de l'altérité qui est au cœur des questions soulevées par les migrations actuelles. Évident car cet autre qui accoste nos pays ou qui franchit nos frontières par les chemins de montagne n'est pas toujours un autre séduisant et conforme aux critères de réussite que notre culture consumériste a produits et vulgarisés. Le migrant qui vient frapper à notre porte a le visage d'un homme crucifié qui a risqué sa vie pour tenter de la sauver et qui porte les stigmates d'un être abandonné, réduit à la nudité de celui qui a tout perdu : ses biens mais surtout ceux qu'il aimait.

Paradoxal aussi car nos sociétés, dites développées, sont des sociétés du mélange des cultures et du mixage des origines.

Des études démographiques ont montré, dans les années 2000, que dans les pays de l'Europe occidentale, 25 % des familles avaient un membre (grand-père, père, mère, gendre ou belle-fille) qui était issu de l'immigration. Un pays comme la France a reçu, au moment de la guerre civile espagnole, 1 000 000 de réfugiés et, récemment, l'Allemagne a dépassé ce chiffre, rajeunissant, du même coup, sa population. Le métissage des histoires et des cultures, la rencontre de l'autre et des autres apparaissent donc caractéristiques de la société moderne.

D'aucuns avancent l'argument selon lequel les différences culturelles et religieuses se sont amplifiées et qu'on ne se reconnaît plus. Mais, à regarder de près, les différences entre les personnes, leurs histoires et leurs sensibilités ont toujours été vécues comme des défis. Elles ne sont pas plus importantes qu'il y a un ou deux siècles. Ce sont les modes de vie qui apparaissent différents, pas les personnes ni les capacités à se rencontrer... sauf si l'on ne veut pas se rencontrer, ce qui relève d'une volonté de rester à distance de l'autre. On le perçoit bien, la différence peut être considérée comme une chance ou comme une menace : chance d'un enrichissement ou menace d'une perte.

Dans ce travail d'analyse de la peur que l'autre semble apporter avec lui : celui qui est venu par un autre chemin, celui qui ne parle pas notre langue, celui qui nous demande de lui offrir un peu de notre humanité, il est déterminant d'identifier ce que nous avons peur de perdre en nous approchant de lui. Car si nous avons peur, c'est peut-être parce que nos références sont devenues fragiles et que « la peur de manquer » semble la plus forte. L'expression « peur de manquer » peut avoir deux significations : peur de devoir prendre dans nos réserves : prendre de ces choses qui nous semblent nécessaires pour vivre... ou peur de ne pas vivre ce qui est déterminant pour réussir notre vie. Peur de devoir donner un peu de nous-mêmes ou peur de manquer le rendez-vous. C'est sans doute cette ambivalence qui produit ces comportements étranges qui nous font détourner le regard quand nous croisons ceux qui sont « sans abris » ou « dans la rue ». Nous avons toujours un rendez-vous important ou une raison majeure qui justifie de ne pas croiser le regard de l'autre. Tant il est vrai que croiser un regard est le risque par lequel nous entrons dans la rencontre.

On pourra le dire en d'autres termes : la rencontre de l'autre, de l'étranger migrant en particulier, interroge et redéfinit nécessairement l'image que nous avons construite de notre devenir et de notre avenir. L'autre est toujours celui qui bouleverse nos prévisions. L'histoire sera différente puisque nous devons l'écrire

avec celui qui est venu. Il s'agit de vivre une aventure qui nous conduit sur des chemins que nous ne connaissons pas vraiment et où nous pouvons penser que notre générosité peut nous perdre nous-mêmes. Ainsi, nous pouvons en venir à nous méfier de notre propre générosité. Et à mettre de la distance, voire de la méfiance entre nous.

Tout cela peut surprendre, dans une société et une culture mondialisée, où de nombreux discours, dans les trois décennies passées, ont avancé l'idée primordiale d'une planète devenue « comme un village » et d'une globalisation qui impliquait la fin des frontières. Nous sommes d'un même monde mais la crainte d'habiter ce monde ouvert, dans lequel le plus lointain nous est devenu proche – et où parfois le plus proche nous est devenu lointain – fait naître en nous la tentation du repli et la recherche d'un lieu fermé où nous serions « à l'abri de l'autre ». Le défi, au cœur même de l'expérience des migrations contemporaines, apparaît bel et bien celui du « vivre ensemble » sur une terre qui nous est commune mais qui n'appartient finalement à personne.

À l'horizon de cette problématique, où se nouent les dimensions psychologiques, économiques, politiques et sans doute éthiques et spirituelles, on comprend l'impact de l'expérience même de la relation humaine, dans la tension entre proximité et solidarité. Car beaucoup vont dire : je dois avant tout prendre soin de mes proches et je ne peux pas assumer la misère de ceux qui viennent de loin. Même si, nous le savons, les sociétés ne se construisent et ne se renouvellent que dans l'hospitalité mutuelle. Mais cela présuppose que le partage soit considéré comme une valeur et non comme un affaiblissement.

Xénophobie, populismes, racisme : les chemins de traverse et d'enfermement

Les sensibilités qui inspirent les discours xénophobes, populismes, voire les constructions théoriques qui défendent une hiérarchie entre les cultures et les groupes humains, en sollicitant le concept de « race », cherchent à justifier l'exclusion de l'autre et à fermer la porte à toute rencontre.

Il est évidemment important de ne pas confondre ce qui est ici évoqué. En rigueur de termes, la xénophobie est une peur de l'étranger. La venue de celui qui vient d'un autre pays, d'une autre manière de vivre, est source d'inquiétude. Et l'inquiétude se traduit par le recul, le refus d'essayer de comprendre ce que l'autre veut nous dire. Sa présence est vécue comme un péril ou une intrusion et nous adoptons une posture de défense pour protéger ce qui nous appartient (ou ce que nous croyons être notre propriété : notre famille, notre manière de vivre, nos biens, notre sécurité...)

S'agissant du populisme, il convient de souligner que le mot peut avoir plusieurs significations, selon qu'il s'agit d'une expression populaire ou d'un discours politique qui prend appui sur la peur collective pour affirmer un pouvoir qui aurait la solution à toutes les questions sociales. Une solution généralement simple puisqu'elle consiste à distinguer entre les bons et les mauvais citoyens : ceux qui ont des droits et ceux qui ne peuvent pas prétendre en avoir. Le caractère ambigu et dangereux des discours populistes tient au fait qu'ils s'approprient la peur et confisquent les aspirations populaires au profit d'un pouvoir qui cherche le contrôle social et refuse les initiatives concrètes de solidarité.

Le racisme, quant à lui, est une élaboration théorique qui introduit, dans la relation entre les individus et entre les communautés humaines, une hiérarchie factice et imaginaire. Il y aurait des humains appelés à être des chefs et des humains condamnés à être des esclaves. Cette prédestination nous enferme évidemment tous, sans que nous puissions nous en échapper. Car la couleur de notre peau, notre histoire, notre appartenance à une communauté ethnique ou religieuse, décident, aux yeux des racistes, de ce que nous devons faire. Et on ne change pas cette classification, présentée par ses promoteurs comme « naturelle », alors même qu'elle est le fruit d'une idéologie, justifiant une histoire de guerre ou de colonisation.

Dans ces différentes constructions mentales et théoriques, on croise en permanence la double question de la peur et du pouvoir. Mais le populisme, présenté par ceux qui le promeuvent comme la prise en charge des inquiétudes populaires, soulève une autre interrogation : qui est le peuple dont nous parlons et que pense le peuple qui est ainsi avancé comme la référence des discours populistes ?

Qui est le peuple ? La question n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît. Si nous voulons éviter de parler d'un peuple mythique ou abstrait, il importe de rappeler que ce qui constitue un peuple, ce sont des événements fondateurs et libérateurs, ce sont des rencontres et des alliances, une mémoire et un espoir partagés. Il est clair qu'il n'existe pas de peuple « en soi », que l'on pourrait invoquer. Ce sont des personnes que l'on rencontre et, dans cet ensemble que l'on appelle un peuple, peuvent se trouver des personnes très diverses. Car ce n'est pas seulement une identité ancestrale qui définit un peuple mais son histoire : ses rencontres, ses découvertes et ses espoirs. Et dans cette histoire, l'étranger, le migrant, le passant a une fonction d'ouverture et de révélation : il porte avec lui un message essentiel qui brise les

solitudes et qui fait découvrir ce que l'on ne savait pas encore.

Que pense le peuple ? Si l'on définit le peuple comme une communauté historique et comme l'expérience d'un espoir partagé, comme un passé commun et comme un avenir qui cherche à s'écrire, alors la pensée d'un peuple ne saurait être figée, définie pour toujours. Il n'y a de pensée qu'en mouvement : le mouvement – le processus et la patience du dialogue, cet apprentissage de la parole et ce chemin par lequel chacun devient lui-même en écoutant l'autre. Cette approche en termes de rencontre et de complémentarité est au cœur de la pensée chrétienne du « peuple de Dieu » à propos duquel, dit l'Apôtre Saint Paul, chaque membre est comparable à un membre du corps humain. Et « aucun des membres du corps ne peut dire à un autre : je n'ai pas besoin de toi ». (cf. 1re Lettre aux Corinthiens 12, 12). Nous découvrons notre humanité en découvrant ce que l'autre nous révèle de notre humanité. Ainsi le « peuple » est-il « en chemin », grâce à cette hospitalité mutuelle par laquelle nous nous accueillons l'un l'autre.

Face au/x nationalisme/s, la mission de l'Église puise à l'expérience même du Christ, « Fils bien-aimé » et « Frère des hommes »

S'il est juste de dire que l'accueil des petits et des pauvres, tout comme l'ouverture aux autres et à l'universalité, sont au cœur de la mission que le Christ confie à ses disciples, il est tout aussi pertinent de rappeler que l'Église partage, à chaque époque les « joies et les espoirs, les craintes et les souffrances de l'humanité » (1). C'est au cœur de cette humanité, où se croisent les passants et les migrants que nous sommes tous, d'une manière ou d'une autre, qu'elle est envoyée pour offrir et rappeler la joie de la fraternité. La mission de l'Église commence donc toujours dans l'écoute et la considération des inquiétudes et des aspirations humaines. Elle se distingue en cela de toute construction philosophique et politique qui prétendrait avoir la réponse aux questions que portent en eux les hommes et les femmes d'une époque. L'Église est avant tout en écoute et c'est sur fond d'écoute qu'elle peut dire à une personne – et peut-être à un peuple en inquiétude et en attente, migrants ou installés, demandeurs d'asile ou gardiens de la porte – « je crois avec toi ; je crois en toi ».

Les principes de la Doctrine sociale de l'Église, quand ils sont envisagés ensemble, ouvrent un espace à la rencontre et évitent d'instrumentaliser les valeurs évangéliques : dignité inaliénable de la personne humaine, qui se traduit dans le respect des droits fondamentaux de tout vivant ; subsidiarité ou exercice partagé de la responsabilité ; solidarité ou reconnaissance mutuelle ; bien commun ou bien de la communauté ; choix premier de proximité avec les plus pauvres, les bien-aimés de Dieu.

Ce qui caractérise ces principes éthiques et spirituels (pas seulement éthiques mais aussi spirituels), ce sont les trois convictions suivantes, elles-mêmes inspirées de l'acte de foi chrétien :

toute personne porte en elle la marque de l'amour de Dieu ;
toute responsabilité humaine s'exerce dans la réciprocité et la complémentarité ;
toute communauté grandit en humanité et en espérance quand les plus fragiles sont aimés, à la manière de Dieu lui-même, c'est-à-dire sans condition.

L'Église, entendue comme communauté des baptisés, se construit comme une communion entre les membres d'une collectivité nationale. Elle est le lien entre celles et ceux qui ont participé et participent au développement d'une unité nationale. En cela, elle participe au tissage des liens de reconnaissance entre tous les citoyens d'une nation. En même temps, elle rappelle sans cesse, à partir de l'enseignement et de la pratique du Christ lui-même, que l'étranger est également invité à participer à la vie de la communauté et qu'il bénéficie du même héritage d'espérance. C'est vrai pour le Samaritain – celui avec qui les Juifs ne parlent pas – et c'est vrai pour la femme syro-phénicienne que le Christ, dans un premier temps, tient à distance avant de reconnaître sa foi et de se réjouir de la voir devenir membre de la communauté des croyants.

Cette référence à la prédication et à l'attention du Christ consacre l'ouverture de l'esprit qui ne saurait justifier le nationalisme, et moins encore la ségrégation qui maintient en dehors de la communauté ceux qui demandent à entrer.

Certes, on maintiendra la distinction essentielle entre nation et Église et cette non-coïncidence est une composante déterminante de la théologie politique de l'Église catholique –et sans doute d'autres Églises chrétiennes. Car l'espérance du Royaume de Dieu ne peut être identifiée à une nation ou à un système politique. La réalisation du Royaume demeure comme un horizon qui invite à la conversion en construisant, jour après jour, une société de justice et de droit où chaque enfant de Dieu est accueilli, nommé et protégé.

C'est la raison pour laquelle le texte le plus récent du Magistère catholique, le 1er janvier dernier, concernant la paix, en appelle à rompre avec la peur et la menace :

« La vie politique authentique, qui se fonde sur le droit et sur un dialogue loyal entre les personnes, se renouvelle avec la conviction que chaque femme, chaque homme, chaque génération portent en elles et en eux une promesse qui peut libérer de nouvelles énergies relationnelles, intellectuelles, culturelles et spirituelles. Une telle confiance n'est jamais facile à vivre car les relations humaines sont complexes. En particulier, nous vivons, ces temps-ci, dans un climat de méfiance qui s'enracine dans la peur de l'autre ou de l'étranger, dans l'angoisse de perdre ses propres avantages, et qui se manifeste malheureusement aussi, au niveau politique, par des attitudes de fermeture ou des nationalismes qui remettent en cause cette fraternité dont notre monde globalisé a tant besoin ». (...) La terreur exercée sur les personnes les plus vulnérables contribue à l'exil de populations entières en quête d'une terre de paix. Les discours politiques qui tendent à accuser les migrants de tous les maux et à priver les pauvres de l'espérance ne sont pas justifiables. [Au contraire, il faut réaffirmer que la paix se fonde sur le respect de chaque personne, quelle que soit son histoire, sur le respect du droit et du bien commun, de la création qui nous a été confiée et de la richesse transmise par les générations passées](#) » (2).

(*) Titre de La DC.

cf. Concile Vatican II, Constitution pastorale Gaudium et Spes.

Pape François, [message pour la 52e Journée mondiale de la paix](#), 1er Janvier 2019, § 5 et 6